

République du Sénégal

Un Peuple –Un But–Une Foi

**MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

TROISIEME TRIMESTRE 2019

Novembre 2019

www.budget.gouv.sn

Le présent rapport présente la situation d'exécution du budget de l'Etat du Sénégal à la fin du troisième trimestre 2019. Il s'inscrit dans le cadre du suivi infra-annuel de l'exécution des recettes et des dépenses prévues dans la loi de finances qui vise à renforcer la gestion des finances publiques et à améliorer la crédibilité et la transparence du budget de l'État.

L'exécution du budget général de l'Etat (hors emprunts) se situe, à la fin du troisième trimestre 2019, à 2349,50 milliards FCFA en ressources et 2948,99 milliards en dépenses, soit respectivement 66,1% et 73,1% des prévisions de la première Loi de finances rectificative de 2019 (LFR1 2019).

Quant à l'exécution des comptes spéciaux du Trésor, elle s'est établie à 115,64 milliards en ressources et 83,5 milliards en dépenses, soit un solde excédentaire de 32,144 milliards.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif de l'exécution du budget à la fin du premier trimestre 2019 (en milliards FCFA)

Ressources / Recettes					Dépenses /Charges				
Catégories de ressources	LFR 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Exéc. (3)	Taux d'exéc. (3/2)	Catégories de dépenses	LFI 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Exéc. (3)	Taux d'exéc. (3/2)
Recettes budgétaires	2657,44	2657,4	1 811,31	68,2%	Dette publique	863,18	863,18	624,10	72,3%
<i>Recettes fiscales</i>	2534	2534,0	1 701,12	67,1%	<i>Intérêts</i>	273,20	273,20	250,95	91,9%
<i>Recettes non fiscales</i>	123,44	123,4	110,19	89,3%	<i>Amortissements</i>	589,98	589,98	373,15	63,2%
Dons budgétaires	44,17	44,2	4,198	9,5%	Masse salariale	743,41	743,41	552,04	74,3%
Recettes exceptionnelles	60,98	60,98	41,35	67,8%	Autres dépenses courantes	896,88	911,94	760,96	83,4%
<i>dont PPTe IADM</i>	60,98	60,98	41,35	67,8%	<i>Biens et services</i>	314,65	304,77	289,47	95,0%
Remboursements prêts et avances	3,00	3,00			<i>Transferts courants</i>	582,23	607,17	471,48	77,7%
					Dépenses en capital sur ressources internes	643,30	725,66	519,25	71,6%
					<i>Exécutées par l'Etat</i>	86,31	83,13	40,02	48,1%
					<i>Transferts en capital</i>	556,99	642,53	479,22	74,6%
RESSOURCES INTERNES	2 765,59	2 765,59	1 856,86	67,1%	DEPENSES SUR RESSOURCES INTERNES	3 146,77	3 244,20	2 456,34	75,7%
Dons en capital	240,00	240,00	119,39	49,7%	Dépenses en capital sur ressources externes	790,90	790,90	492,64	62,3%
Tirages sur prêts projets	550,90	550,90	373,25	67,8%	<i>Dons en capital</i>	240,00	240,00	119,39	49,7%
					<i>Tirages sur prêts projets</i>	550,90	550,90	373,25	67,8%
RESSOURCES EXTERNES	790,90	790,90	492,64	62,3%	DEPENSES RESSOURCES EXTERNES	790,90	790,90	492,64	62,3%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 556,49	3 556,49	2 349,50	66,1%	DEPENSES BUDGET GENERAL	3 937,67	4 035,10	2 948,99	73,1%
Comptes affectation spéciale	96,1	96,1	98,90	102,9%	Comptes affectation spéciale	96,10	96,10	83,19	86,6%
<i>dont FNR</i>	94,4	94,4	98,08	103,9%	<i>dont FNR</i>	94,40	94,40	82,41	87,3%
Comptes de commerce	0,15	0,15	0	0,0%	Comptes de commerce	0,15	0,15	0,00	0,0%
Comptes de prêts	13,75	13,75	16,74	121,8%	Comptes de prêts	13,75	13,75	0,31	2,2%
Comptes d'avances	0,8	0,8	0	0,0%	Comptes d'avances	0,80	0,80	0,00	0,0%
Compte de garanties et avals	0,5	0,5	0	0,0%	Comptes de garanties et avals	0,50	0,50	0,00	0,0%
RECETTES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,3	111,3	115,64	103,9%	DEPENSES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,30	111,30	83,50	75,0%
TOTAL RESSOURCES	3 667,79	3 667,79	2 465,15	67,2%	TOTAL DEPENSES	4 048,97	4 146,40	3 032,49	73,1%

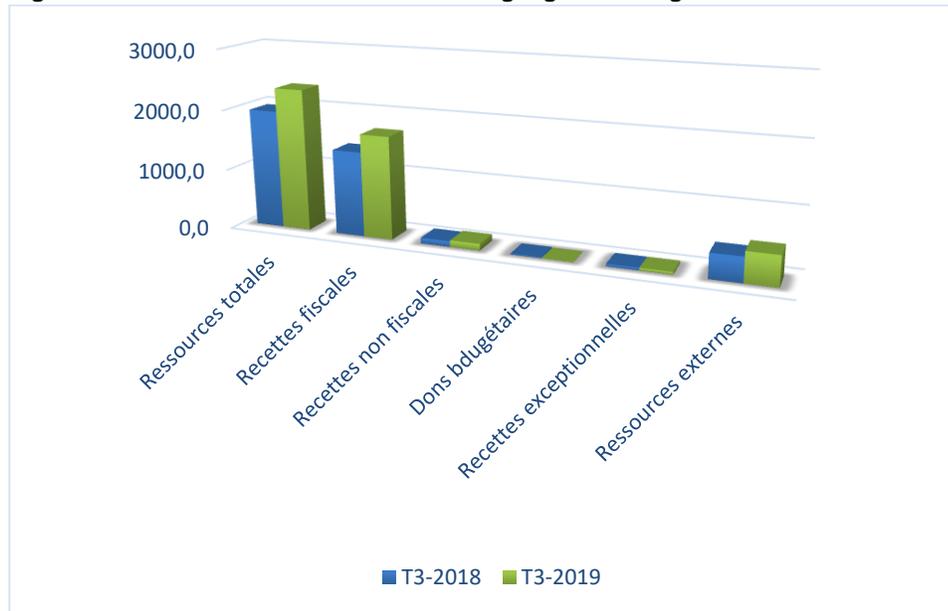
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources mobilisées du budget général (hors emprunt) s'élèvent, au 30 septembre 2019, à 2349,50 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 66,1% par rapport à l'objectif annuel de 3556,49 milliards fixé par la première loi de finances rectificative (LFR1 2019).

Par rapport à la même période de 2018, la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse de 388,91 milliards FCFA en valeur absolue, soit 19,8% en valeur relative. Cette hausse est imputable aux ressources internes, notamment les recettes fiscales qui ont progressé de 296,69 milliards FCFA, soit 21,7%.

Les ressources externes ont également contribué à cette hausse, en augmentant de 86,74 milliards (21,4%) par rapport à la même période de l'année précédente.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel



Source : DEES/DGCPT, DDP/DGCPT et DODP/DGB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

Au 30 septembre 2019, le recouvrement des ressources internes du budget général (hors remboursements prêts et avances) s'élève à 1856,86 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 67,1% de l'objectif annuel arrêté à 2762,59 milliards.

Comparée à la même période de l'année 2018, la mobilisation des ressources internes s'est nettement améliorée de 302,9 milliards, soit une évolution en valeur relative de 19,6%. Cette hausse est essentiellement tirée par les recettes fiscales grâce aux impôts directs et indirects.

Les impôts directs ont progressé de 17,0% pour s'établir à 586,95 milliards FCFA. Leur évolution est tirée par l'impôt sur le revenu à la charge des personnes physiques (15,6%) et l'impôt sur les sociétés (21,4%) qui s'élèvent respectivement à 251,03 milliards et 294,03 milliards.

Les impôts indirects sont établis à 1089,48 milliards, contre 877,44 milliards une année auparavant, soit une augmentation de 24,2% (212,04 milliards). La progression des impôts indirects est soutenue par la TVA (22,2%) et les droits de douane et autres droits à l'importation (28,4%).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont également évolué en hausse de 18,1% pour se situer à 110,19 milliards, grâce au recouvrement des dividendes (9,6%) et des loyers (85,1%).

Tableau 2 : Situation d'exécution des ressources internes à la fin du deuxième trimestre 2019

Catégories de recettes	T3_2018	LFR 2019	Objectif T3_2019	Recouvrement T3_2019	Taux d'exécution/LFR	Evolution T3 2019/T3 2018	
						En valeur	En %
Recettes fiscales	1404,42	2534,00	1703,22	1701,12	67%	296,69	21,1%
Impôts directs	501,69	732,84	546,61	586,95	80%	85,26	17,0%
Impôts Indirects	877,44	1668,16	1078,73	1089,48	65%	212,04	24,2%
Autres	25,30	133,00	77,88	24,69	19%	-0,60	-2,4%
Recettes Non fiscales	93,27	123,44	73,28	110,19	89%	16,92	18,1%
Dons budgétaires	15,31	44,17		4,20		-11,11	-72,6%
Recettes exceptionnelles	41,68	60,98		41,35		-0,33	
Remboursements prêts et avances		3,00					
Total Recettes	1554,7	2765,6		1856,86	67,1%	302,2	19,4%

Source : DEES/DGCPT/MFB ; DDP/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

A la fin du troisième trimestre 2019, le montant total des décaissements sur ressources externes s'élève à 492,44 milliards FCFA réparti pour 373,250 milliards en emprunts (tirages sur prêts projets) et 119,39 milliards en subventions (don en capital). Ce niveau des décaissements représente un taux d'exécution de 76,9 % des prévisions annuelles de la LFI de l'année 2019 (790,90 milliards de francs CFA). Les partenaires multilatéraux ont contribué pour un montant de 267,48 milliards, soit 54,3% du total des tirages.

Comparés à la même période de l'année 2018 (249,10 milliards), les décaissements ont augmenté de 86,74 milliards F CFA en valeur absolue et 21,4 % en valeur relative, à la faveur des tirages sur prêts-projets qui se sont appréciés de 142,29 milliards (74,0%).

Tableau 3 : Situation des décaissements sur ressources extérieures à fin septembre 2019

Catégories de ressources	T3 2018	LFI 2019	T3 2019	Taux d'exécution	Evolution T3 2019/T3 2018	
					En valeur	En %
Dons en capital	89,34	240	119,39	50%	30,05	33,6%
Tirages sur prêts projets	316,56	550,9	373,25	68%	56,69	17,9%
Total ressources externes	405,90	790,90	492,64	62%	86,74	21,4%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources intérieures)

II.1 LES DEPENSES ORDINAIRES

a. Dépenses de personnel

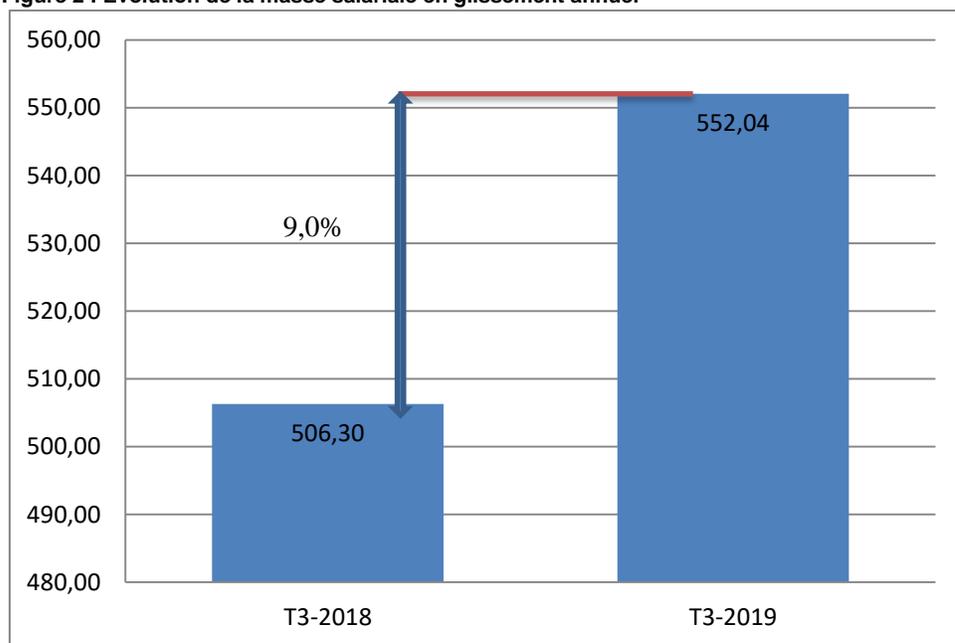
La masse salariale payée à la fin du troisième trimestre de 2019 s'élève à 552,04 milliards FCFA sur un montant prévisionnel de 743,41 milliards, soit un taux de réalisation de 74,3% de l'objectif annuel.

Comparée à la même période de 2018, la masse salariale a augmenté de 45,74 milliards, soit 9,0% en valeur relative. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des effectifs et aux revalorisations salariales, suite aux accords conclus avec les organisations syndicales.

En plus de l'augmentation de l'effectif des agents de l'Etat de 8 574 personnes (6%), la hausse de la masse salariale est expliquée par la prise de certaines mesures au cours de l'année 2019, notamment :

- l'octroi d'une indemnité de représentation médicale et sociale aux médecins civils et militaires ;
- l'augmentation de l'indemnité de logement accordée aux enseignants ;
- le prolongement de l'âge de la retraite des militaires.

Figure 2 : Evolution de la masse salariale en glissement annuel



Source : DSolde/DGB/MFB.

La masse salariale reste dominée par le « solde de base » et les « primes et indemnités » qui, au cours du troisième trimestre, représentent des parts égales à 39,00% des dépenses de salaires.

Comparée au trimestre précédent, la masse salariale payée a évolué, au troisième trimestre 2019, en légère baisse de 80 millions.

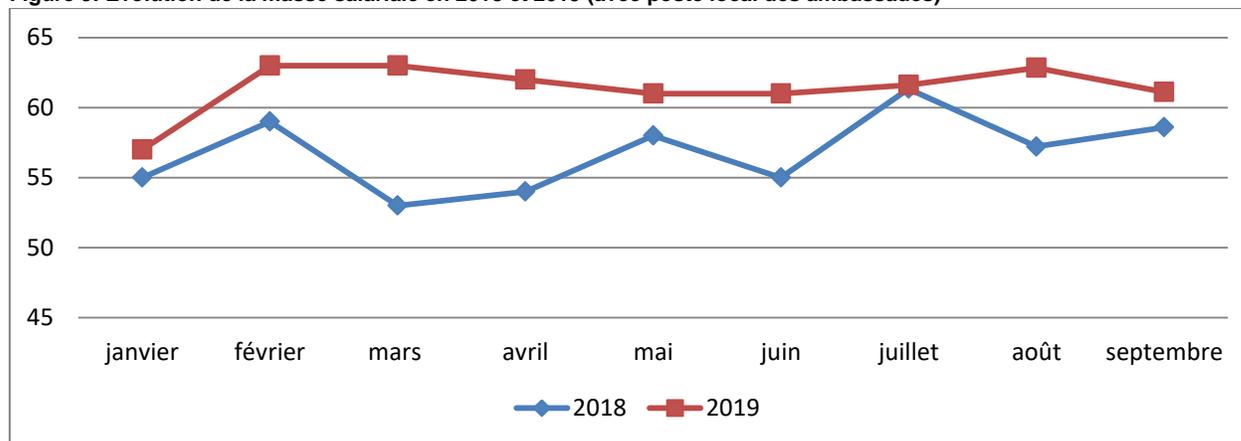
Tableau 4: Evolution des principaux postes de paie des salaires

Principaux postes de paie	T3 année 2018		T2 année 2019		T3 année 2019	
	Montant en milliards	Part en %	Montant en milliards	Part en %	Montant en milliards	Part en %
Solde de base	67	37,93%	70,73	38,26%	71,15	39,00%
Primes et indemnités	61	34,56%	69,93	37,83%	71,54	39,00%
Autres éléments de salaire	48	27,51%	44,21	23,91%	41,36	22,00%
TOTAL	176	100,00%	184,86	100,00%	184,04	100,00%

Source : DSolde/DGB/MFB.

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, l'évolution de la masse salariale est marquée par une forte hausse au mois de février pour se stabiliser les mois suivants.

Figure 3: Evolution de la masse salariale en 2018 et 2019 (avec poste local des ambassades)



Source : DSolde/DGB/MFB

b. Autres dépenses courantes

Les autres dépenses courantes comprennent les dépenses de fonctionnement (titre 3) et les transferts courants (titre 4).

A la fin du troisième trimestre 2019, les crédits ouverts pour les autres dépenses courantes ont globalement évolué en hausse de 22,03 milliards par rapport à la même période du trimestre précédent. Cette hausse est imputable à la LFR1 2019 qui dote les crédits de transferts courants d'un montant additionnel de 23,75 milliards en réduisant légèrement les crédits de fonctionnement d'un montant de 1,33 milliards.

Les crédits ouverts par la LFI 2019 au titre des dépenses imprévues de fonctionnement sont abondés de 589,480 millions par la LFR1 2019 pour s'établir à 15,589 milliards. Au cours des neuf premiers mois de 2019, un montant de 15,430 milliards de ces crédits a été réaffecté à divers ministères et institution, soit un disponible de 159,669 millions au 30 septembre 2019.

Tableau 5 : Situation des actes modificatifs des autres dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au troisième trimestre de 2019 (en milliards FCFA)

Libelle titre	Libelle acte	Diminution	Augmentation	Variation nette
Dépenses de fonctionnement	ARRETE DE TRANSFERTS DE CREDITS	-2,01	2,01	0,00
	ARRETE DE VIREMENTS DE CREDITS	-4,14	3,74	-0,40
	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	-14,42	13,09	-1,33
Total dépenses de fonctionnement		-20,57	18,84	-1,73
Transferts courants	ARRETE DE TRANSFERTS DE CREDITS	-19,45	19,45	0,00
	ARRETE DE VIREMENTS DE CREDITS	-3,53	3,92	0,40
	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	-0,96	24,32	23,36
Total transferts courants		-23,94	47,70	23,75
Total		-44,51	66,54	22,03

Source : SIGFIP/DGB/MFB

Les crédits ouverts au titre des autres dépenses courantes (titres 3 et 4) sont engagés, à la date du 30 septembre 2019, à hauteur de 87% pour un montant de 762,29 milliards FCFA. Ce montant s'est inscrit en hausse de 108,62 milliards par rapport aux crédits engagés à la même période de l'année précédente, pour s'établir à 687,18 milliards, marquant une augmentation de 10 points de pourcentage sur le taux d'engagement.

Le niveau élevé du taux d'engagement est porté par les crédits de fonctionnement qui ont dépassé les crédits ouverts de 6 points de pourcentage (soit un taux d'engagement de 106%) en raison des impôts et taxes payés par l'Etat. Ces derniers, avec des crédits ouverts seulement de 5 milliards, sont engagés pour un montant de 103,035 milliards.

En outre, le niveau d'engagement des crédits était globalement satisfaisant au niveau des ministères des secteurs socio-économie, notamment :

- le Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique qui a presque engagé la totalité de ses crédits (97%) grâce à la mobilisation intégrale des transferts courants destinés à prendre en charge le loyer des bâtiments administratifs (15 milliards) et à l'Unité de Coordination de la Gestion des Déchets solides (7,6 milliards).
- le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural, réalisant un taux d'engagement de 90% expliqué par une mobilisation des crédits de transferts courants à hauteur de 90% des crédits ouverts pour permettre un bon déroulement de la campagne de commercialisation de l'arachide et le financement de la campagne agricole 2019/2020 ;
- le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avec un taux d'engagement de 86%. Ce niveau de réalisation s'explique par la mobilisation des crédits de transferts courants destinés aux Universités, aux Centres des Œuvres Universitaires et Sociales et à la prise en charge des bourses des étudiants ;
- le Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoire avec un taux d'engagement de 88% expliqué par la mobilisation intégrale des transferts courants au titre du fonds de dotation à la décentralisation ainsi que ceux qui sont destinés à la gestion des déchets solides.
- le Ministère de l'Intérieur qui a réalisé un taux d'engagement de 81% imputable aux transferts courants (86%) et aux dépenses de fonctionnement (75%) ;
- Le Ministère de l'Éducation nationale, qui a engagé 85% de ses crédits ouverts. Ces crédits sont essentiellement mobilisés pour la prise en charge des professeurs et maîtres contractuels.

Le montant des paiements à fin septembre 2019 s'élève à 739,77 milliards FCFA, représentant 97% des montants liquidés et 3 points de pourcentage de plus par rapport à la même période de 2018.

Tableau 6 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au troisième trimestre de 2019

Titres	LFI 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Engagement				Liquidation			
			T3-2018 (3)	T3-2019 (4)	Ecart 2019/2018 (4-3)	Tx. Eng. (4/2)	T3-2018 (5)	T3-2019 (6)	Ecart 2019/2018 (6-5)	Tx. Liqu. (6/4)
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	314,65	304,77	261,57	323,92	62,35	106%	230,29	290,78	60,50	90%
Titre 4- Transferts courants	582,23	607,17	425,61	471,88	46,27	78%	425,31	471,50	46,20	100%
Total Fonctionnement	896,88	911,94	687,18	795,80	108,62	87%	655,59	762,29	106,69	96%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

Tableau 7 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au troisième trimestre de 2019 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	T3-2018 (7)	T3-2019 (8)	Ecart 2019/2018 (8-7)	Tx. Ord. (8/6)	T3-2018 (9)	T3-2019 (10)	Ecart 2019/2018 (10-9)	Tx. Paie. (10/8)
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	230,01	289,47	59,46	100%	199,32	272,16	72,84	94%
Titre 4- Transferts courants	425,31	471,48	46,17	100%	418,57	467,60	49,03	99%
Total Fonctionnement	655,32	760,96	105,64	100%	617,90	739,77	121,87	97%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

II.2 DEPENSES EN CAPITAL

a. Dépenses sur ressources internes

Les dépenses en capital sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (titre 5) et les dépenses de transferts en capital (titre 6).

Les crédits ouverts au titre des dépenses en capital financées sur ressources internes ont connu une révision à la baisse de 106,77 milliards. Cette baisse est imputable à la LFR 1 2019 qui a réduit les crédits ouverts pour les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat d'un montant de 153,46 milliards, en augmentant ceux qui sont relatifs aux transferts courants de 47,7 milliards.

Au 30 septembre 2019, les crédits ouverts au titre des dépenses en capital sont arrêtés à 725,66 milliards F CFA. Les actes modificatifs pris au cours des trois mois qui ont suivi la prise de la LFR 1 2019, n'ont pas fait évoluer globalement les crédits ouverts des dépenses en capital.

Les crédits ouverts par la LFI 2019 au titre des dépenses imprévues d'investissements sont réduits de 580,768 millions par la LFR1 2019 pour s'établir à 15,581 milliards. Au cours des neuf premiers mois de 2019, un montant de 14,230 milliards de ces crédits a été réaffecté à divers ministères et institutions pour exécution, soit un disponible de 189,400 millions au 30 septembre 2019.

Tableau 8 : Situation des actes modificatifs des dépenses en capital sur ressources intérieures (titre 5 et titre 6) au troisième trimestre de 2019

Libellé titre	Libelle acte	Diminution	Augmentation	Variation nette
Investissements exécutés par l'état	ARRETE DE TRANSFERTS DE CREDITS	-3,00	3,00	0,00
	ARRETE DE VIREMENTS DE CREDITS	-3,88	2,88	-1,00
	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	-159,06	5,60	-153,46
Total investissements exécutés par l'Etat		-165,94	11,48	-154,47
Transferts en capital	ARRETE DE TRANSFERTS DE CREDITS	-26,09	26,09	0,00
	ARRETE DE VIREMENTS DE CREDITS	-1,71	2,71	1,00
	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	-26,34	73,04	46,69
Total transferts en capital		-54,14	101,83	47,70
Total dépenses en capital		-220,08	113,31	-106,77

Source : SIGFIP/DGB/MFB

Le taux d'engagement des crédits ouverts au titre de dépenses en capital est estimé à 72% à la date du 30 septembre 2019 pour un montant de 526,10 milliards FCFA.

Le niveau d'engagement des crédits est tiré par les transferts en capital qui sont engagés à 75% des crédits ouverts, grâce à la mobilisation satisfaisante des ressources dans les secteurs des affaires économiques avec notamment :

- l'agriculture pour laquelle 91% des crédits ouverts au titre de transferts en capital sont engagés. Ce fort taux d'engagement est en liaison avec les paiements au titre de subventions aux producteurs dans le cadre de la campagne agricole. A cela s'ajoute la mobilisation intégrale des crédits destinés aux projets et programmes : « Amélioration de la productivité agricole » pour 29,55 milliards ; « programmes agricoles de divers volets » pour 17,53 milliards et « Programme de reconstitution du capital semencier » pour 5 milliards ;
- la mobilisation de la totalité des crédits du Fonds national d'Entreprenariat rapide (20 milliards) et du Programme de développement des intérêts économiques et sécuritaires du Sénégal (32 milliards).

Le secteur de la défense ainsi que celui de l'ordre et de la sécurité publics ont également enregistré un niveau de mobilisation des crédits relativement satisfaisant.

Quant aux secteurs sociaux, l'enseignement supérieur enregistre un taux d'engagement des crédits relativement correct avec 84% à travers essentiellement la construction de l'université du Sine-Saloum El Hadji Ibrahima NIASS (6 milliards FCFA) et de résidences universitaires (5,147 milliards FCFA) ainsi que la mise en œuvre du Projet de Gouvernance et de Financement de l'Enseignement supérieur (3,7 milliard FCFA).

En revanche, l'éducation et la santé ainsi que l'eau et l'assainissement enregistrent des taux relativement insuffisants qui se situent respectivement à 53%, 71% et 69%.

Quant aux dépenses d'investissement exécutés par l'Etat, elles ne sont engagées qu'à 56% des crédits ouverts à ce titre.

Tableau 9 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au troisième trimestre de 2019

Titres	LFI 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Engagement				Liquidation			
			T3-2018 (3)	T3-2019 (4)	Ecart 2019/2018 (4-3)	Tx. Eng. (4/2)	T3-2018 (5)	T3-2019 (6)	Ecart 2019/2018 (6-5)	Tx. Liqu. (6/4)
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	86,31	83,13	93,90	46,75	-47,15	56%	73,07	40,33	-32,74	86%
Titre 6- Transferts en capital	556,99	642,53	419,14	479,35	60,21	75%	419,14	479,35	60,21	100%
Total Investissement	643,30	725,66	513,03	526,10	13,06	72%	492,21	519,68	27,47	99%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

Le montant des paiements à fin septembre 2019 s'élève à 505,76 milliards FCFA, soit 97% des montants liquidés. Comparés à la même période 2018, les crédits payés ont enregistré une hausse de 31,69 milliards.

Tableau 10 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au troisième trimestre de 2019 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	T3-2018 (7)	T3-2019 (8)	Ecart 2019/2018 (8-7)	Tx. Ord. (8/6)	T3-2018 (9)	T3-2019 (10)	Ecart 2019/2018 (10-9)	Tx. Paie. (10/8)
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	73,04	40,02	-33,02	99%	58,41	31,22	-27,20	77%
Titre 6- Transferts en capital	419,14	479,22	60,09	100%	415,65	474,54	58,89	99%
Total Investissement	492,18	519,25	27,06	100%	474,07	505,76	31,69	97%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

b. Dépenses sur ressources externes

La situation des décaissements sur ressources extérieures traduit l'état d'exécution des dépenses y afférentes. Les ressources externes décaissées au troisième trimestre de 2019 (492,64 milliards FCFA) sont essentiellement consacrées à l'exécution des projets d'investissement pour un montant de 378,56 milliards, et aux emprunts rétrocédés, avals et garanties au bénéfice d'entités du secteur public pour 84,12 milliards. Un montant de 26,69 milliards a été décaissé pour la phase préinvestissement. En fin, un montant de 3,28 milliards a été destiné à des lignes de crédit.

Tableau 11 : Situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures au troisième trimestre 2019 (en milliards FCFA)

	Emprunts	Subventions	Total
Projets d'investissement	291,83	86,73	378,56
Pré-investissement	8,12	18,56	26,69
Lignes de crédit	3,28	0,00	3,28
Rétroc, avals & garanties	70,02	14,10	84,12
Total	373,25	119,39	492,64

Source : DODP/DGB/MFB

III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

III.1 Le service de la dette et la situation des emprunts

Au troisième trimestre de 2019, le service de la dette ordonnancée (hors PPTE-IADM) s'élève provisoirement à 243,21 milliards, soit un cumul de 624,10 milliards à la fin du mois de septembre 2019. Ce cumul traduit un taux d'exécution de 72% des prévisions de la LFI 2019, arrêtées à 863,17 milliards. Le service de la dette, en cumul au 30 septembre 2019, comprend 365,74 milliards (59%) pour la dette extérieure et 258,74 milliards (41%) pour la dette intérieure.

Comparé à la même période de 2018, le service de la dette a évolué en légère hausse de 1%, en liaison avec le service de la dette intérieure qui a diminué de 27%, avec à une augmentation de 37% de celui de la dette extérieure.

Tableau 12 : Situation d'exécution des paiements au titre du service de la dette à la fin du troisième trimestre de 2019 (en milliards FCFA)

TOTAL DETTE PUBLIQUE	T3 2018	T3 2019	Evolution	
			en valeur absolue	en %
	618,8	624,10	5,3	1%
Total dette intérieure	351,8	258,36	-93,44	-27%
dette intérieure en capital	292,74	213,98	-78,76	-27%
charges dette intérieure	59,06	44,38	-14,68	-25%
Total dette extérieure	267	365,74	98,74	37%
dette extérieure en capital	136,81	159,17	22,36	16%
charges dette extérieure	130,19	206,57	76,38	59%

Source : DDP/DGCPT/MFB

Le service de la dette extérieure payé au titre des initiatives PPTE-IADM s'élève à 41,35 milliards FCFA au 30 septembre 2019.

Au cours de cette période, les tirages effectués sur ressources extérieures sont estimés à 263,76 milliards de francs CFA et le montant des émissions de titres publics est de 55 milliards de francs. Cette émission est composée d'obligations du Trésor par voie d'adjudication d'un montant de 35,5 milliards pour une durée de 3 ans et de 19,6 milliards de francs CFA pour une durée de 7 ans.

III.2 Les opérations des comptes spéciaux du Trésor

a. Opérations du Fonds national de Retraites (FNR)

Au troisième trimestre 2019, le solde du FNR s'est établi à +15,68 milliards FCFA, traduisant une nette amélioration par rapport à la même période de 2018 avec un déficit de 747,29 millions. Cette amélioration découle :

- de la régularisation des arriérés de cotisations des structures de détachement et du reversement des bons de pension impayés ;
- des recettes générées par le régime complémentaire de retraite qui se chiffrent à hauteur de 10,75 milliards francs CFA ;

Tableau 13 : Situation d'exécution du FNR au troisième trimestre 2019

	T3 2018	T3 2019
Recettes (en milliards F CFA)	83,05	98,08
dont recettes du régime complémentaire		10,75
Dépenses (en milliards F CFA)	83,80	82,41
Solde du FNR	-0,75	15,68

Source : Dir Pensions/DGB/MFB et DEES/DGCPT/MFB

b. Autres opérations des comptes spéciaux du Trésor

Les autres opérations des comptes spéciaux du Trésor affichent globalement un excédent de 16,5 milliards FCFA à la fin du troisième trimestre 2019, contre un solde de +3,8 milliards un an auparavant. Cet excédent est en liaison avec les prêts aux particuliers qui ont été remboursés à 16,74 milliards, alors que seulement un montant de 308,78 millions a été accordé comme prêt à la date du 30 septembre 2019.

Tableau 14 : Situation d'exécution des autres comptes spéciaux du trésor à la fin du troisième trimestre 2019 (en milliards FCFA)

	T3_2018	T3_2019
Crédit (en milliards FCFA)	5,5	17,6
Débit (en milliards FCFA)	1,7	1,1
Solde	3,8	16,5

Source : DEES/DGCPT/MFB

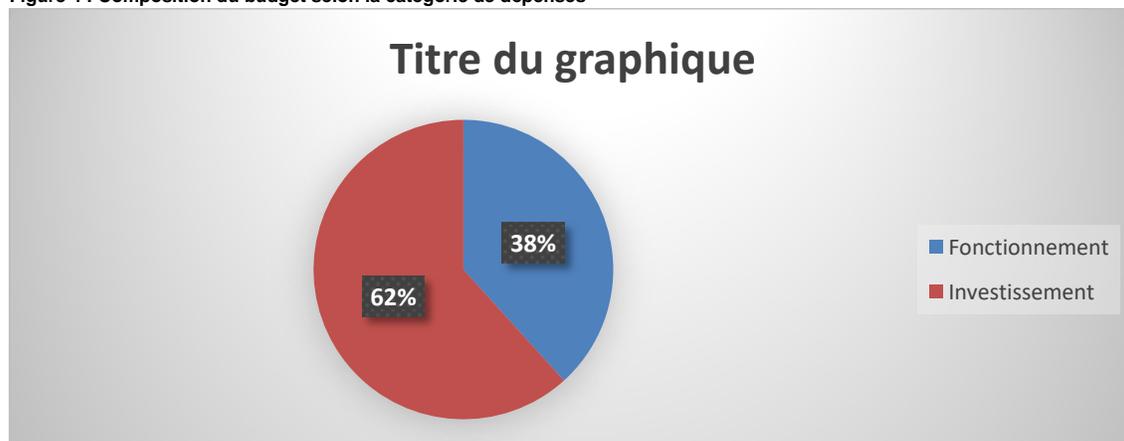
III.3 Les ressources et dépenses du secteur parapublic

La situation d'exécution budgétaire du secteur parapublic au troisième trimestre 2019 a porté sur 35 entités réparties ainsi qu'il suit :

- 11 agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- 7 établissements publics de santé (EPS) ;
- 7 établissements d'enseignement supérieur publics (EESP) et centres des œuvres universitaires ;
- 10 autres organismes publics (EPIC, EPST, EPP, ARD, CESE et CENA)

Ces entités cumulent, au titre de l'exercice 2019, un budget de 1205,703 milliards FCFA, qui comprend des crédits de fonctionnement représentant 38%, pour un montant de 461,671 milliards francs CFA et d'investissement pour 744,032 milliards (62%).

Figure 4 : Composition du budget selon la catégorie de dépenses



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les transferts de l'Etat, prévus pour un montant de 320,178 milliards FCFA, contribuent à hauteur de 27% du budget total de ces entités. Les transferts courants sont prévus pour 116,124 milliards et représentent le quart du budget de fonctionnement. Quant aux transferts en capital, ils sont arrêtés à 204,054 milliards, soit 27% du budget d'investissement.

Les transferts de l'Etat sont mobilisés, au 30 septembre 2019, à hauteur de 49% du budget de l'Etat, soit un montant de 158,368 milliards. Ce niveau de mobilisation est porté par les transferts courants qui sont exécutés à 65% (76,642 milliards). Quant aux transferts en capital, ils sont mobilisés à un niveau relativement faible (40%).

Tableau 15 : Situation d'exécution des transferts de l'Etat alloués aux 35 entités du secteur para public suivies au troisième trimestre 2019

	Prévisions		Réalizations		Tx d'exécution
	Montant (en milliards FCFA)	Part dans le budget (en %)	Montant (en milliards FCFA)	Part dans le budget (en %)	
Transferts courants	116,124	25%	76,642	30%	66%
Transferts en capital	204,054	27%	81,726	37%	40%
Total	320,178	27%	158,368	33%	49%

Source : DSP/DGCPT/MFB

Le taux de consommation globale des crédits s'établit à 39,74 % des prévisions, soit un montant de 479,104 milliards. Les crédits de fonctionnement ont été consommés à hauteur de 55,98 % pour un montant de 258,427 milliards. Le taux de consommation des crédits d'investissement est de 29,66 %, soit 220,677 milliards.

Tableau 16 : Situation d'exécution des dépenses des 91 entités du secteur para public suivies au troisième semestre 2019

	PREVISIONS (Md FCFA)	REALISATIONS	TAUX
Fonctionnement	461,671	258,427	55,98%
dont transferts courants de l'Etat	116,124	76,642	66,00%
Investissement	744,032	220,677	29,66%
dont transferts en capital de l'Etat	204,054	81,726	40,05%
Total	1205,703	479,104	39,74%
dont transferts de l'Etat	320,178	158,368	49,46%

Source : DSP/DGCPT/MFB

Les crédits alloués à la prise en charge des dépenses de personnel représentent 17,5% du budget de fonctionnement et 6,7% du budget global, soit un montant de 80,925 milliards.

Les paiements opérés au titre des dépenses de personnel s'élèvent à 48,186 milliards, soit 60 % des crédits ouverts à cet effet.

Tableau 17: Situation d'exécution des dépenses de personnel des 35 entités du secteur para public suivies au troisième trimestre 2019

	Prev.budget fonct.	Prévisions	Prév/fonc	Réalizations	Taux d'ex.
Agences et structures administratives similaires ou assimilées	334,864	28,28	8,4%	12,754	45%
Etablissements publics de Santé (EPS)	48,912	17,257	35,3%	10,820	63%
Etablissements d'Enseignement supérieur public et Centres des Œuvres universitaires	38,221	21,088	55,2%	16,367	78%
Autres établissements publics	39,673	14,3	36,0%	8,245	58%
Toal	461,67	80,925	17,5%	48,186	60%

Source : DSP/DGCPT/MFB

Annexe 1 : Situation trimestrielle d'exécution des recettes budgétaires en cumul au troisième trimestre 2019 (en millions FCFA)

Nature de la recette	TRIM_3_2018	TRIM_1_2019	TRIM_2_2019	TRIM_3_2019
A1 RECETTES	1 602 352,95	529 298,54	1 269 423,49	1 934 694,73
A11 Recettes fiscales	1 404 424,24	497 742,34	1 124 394,36	1 701 117,69
A111 Impôts sur le revenu, les bénéficiaires et gains en capital	465 691,93	167 865,07	407 941,35	550 169,29
A1111 A la charge des personnes physiques	217 199,21	85 059,61	169 368,68	251 037,83
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	242 264,94	81 815,31	235 407,85	294 032,66
A1113 Non ventilables	6 227,78	990,16	3 164,83	5 098,80
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	3 557,35	2 069,57	3 943,40	6 997,54
A113 Impôts sur le patrimoine	32 442,46	15 411,74	23 388,65	29 780,58
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	3 306,88	1 142,05	1 960,53	2 973,30
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	29 135,58	14 269,69	21 428,12	26 807,28
A114 Impôts sur les biens et services	682 638,63	233 912,85	515 219,04	839 447,72
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	497 487,19	177 574,17	375 005,94	612 152,10
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	483 612,04	170 390,14	360 684,73	590 733,45
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00
A1142 Accises	110 744,66	23 475,51	70 750,42	119 249,33
A1144 Taxes sur des services déterminés	0,00	0,00	0,00	0,00
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	24 497,14	17 312,54	37 069,23	57 067,43
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	7 856,14	3 701,04	6 762,28	9 941,68
A11452 Autres	16 641,00	13 611,49	30 306,95	47 125,75
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	194 798,61	70 008,00	157 788,00	250 028,00
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	194 798,61	70 008,00	157 788,00	250 028,00
A1152 Taxes à l'exportation	0,00	0,00	0,00	0,00
A116 Autres recettes fiscales	25 295,26	8 475,10	16 113,91	24 694,55
A13 Dons	104 654,36	18 448,50	78 320,01	123 592,60
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	104 654,36	18 448,50	78 320,01	123 592,60
A1311 Courants	15 309,58	4 198,00	4 198,00	4 198,00
A1312 En capital	89 344,78	14 250,50	74 122,01	119 394,60
A132 Reçus d'organisations internationales	0,00	0,00	0,00	0,00
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00
A14 Autres recettes	93 274,35	13 107,70	66 709,12	109 984,44
A141 Revenu de la propriété	56 101,36	9 887,40	44 197,20	79 716,40
A1411 Intérêts	284,49	249,00	588,87	588,87
A1412 Dividendes	32 106,54	5 000,00	32 388,01	35 186,48
A1415 Loyers	23 710,33	4 638,40	11 220,32	43 941,05
A142 Ventes de biens et services	7 892,89	2 684,29	5 865,92	8 294,23
A1422 Droits administratifs	7 866,75	2 648,98	5 805,89	8 206,36
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	26,14	35,32	60,03	87,87
A143 Amendes, pénalités et confiscation	0,00	0,00	0,00	0,00
A145 Recettes diverses non identifiées	29 280,11	536,00	16 646,00	21 973,81

Annexe 2 : Consommation des crédits budgétaires par institutions/ministères et par nature au troisième trimestre 2019 (en millions FCFA)

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI+modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Présidence de la République	3	9 652,34	9 722,34	5 249,42	54%	5 204,78	5 066,03	4 918,29	-147,74
Présidence de la République	4	25 723,28	43 392,63	25 278,85	58%	25 278,85	25 178,85	25 178,85	0,00
Présidence de la République	5	50,00	50,00	30,00	60%	30,00	30,00	22,86	-7,14
Présidence de la République	6	34 681,06	24 985,48	12 861,37	51%	12 861,37	12 861,37	12 861,37	0,00
Présidence de la République	7	500,00	500,00	356,37	71%	354,45	321,81	249,12	-72,69
Assemblée Nationale	4	14 074,51	14 977,51	11 694,00	78%	11 694,00	11 644,00	11 644,00	0,00
Assemblée Nationale	6	2 725,55	3 880,55	3 880,55	100%	3 880,55	3 880,55	3 880,55	0,00
Conseil Economique, Social et Environnemental	4	6 202,09	6 202,09	4 862,09	78%	4 862,09	4 862,09	4 862,09	0,00
Conseil Constitutionnel	4	1 147,00	950,00	950,00		950,00	950,00	950,00	0,00
Conseil Constitutionnel	6	100,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour Suprême	4	771,06	771,06	578,30	75%	578,30	578,30	578,30	0,00
Cour Suprême	6	75,00	171,38	75,00	44%	75,00	75,00	75,00	0,00
Cour des Comptes	4	3 150,00	3 863,45	2 575,95	67%	2 575,95	2 575,95	2 575,95	0,00
Cour des Comptes	6	1 000,00	1 000,00	250,00	25%	250,00	250,00	250,00	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4	6 300,00	6 300,00	4 300,00	68%	4 300,00	4 300,00	4 300,00	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6	2 340,00	2 790,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	3	1 532,25	1 532,22	1 154,50	75%	1 110,47	990,34	937,27	-53,06
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	4	9 804,00	11 105,00	7 356,50	66%	7 356,50	7 284,50	7 142,50	-142,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	5	250,00	509,19	391,93	77%	391,93	391,93	330,42	-61,52
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	6	20 912,00	23 257,00	18 460,25	79%	18 460,25	18 110,25	18 110,25	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	26 630,00	31 064,52	25 259,61	81%	3 779,51	2 448,89	2 447,56	-1,33
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	4	5 280,00	5 765,00	3 578,61	62%	3 207,02	2 198,68	2 168,50	-30,18
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	5	1 036,00	2 126,01	1 171,45	55%	80,44	80,44	80,44	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	6	1 250,00	1 000,00	750,00	75%	750,00	600,00	600,00	0,00
Ministère des Forces Armées	3	40 295,64	44 126,14	33 175,22	75%	32 274,28	31 725,37	30 178,62	-1 546,75
Ministère des Forces Armées	4	3 387,60	3 477,60	2 423,39	70%	2 423,39	2 373,39	2 110,52	-262,88
Ministère des Forces Armées	5	10 834,00	20 577,23	12 253,48	60%	11 730,12	11 730,12	8 090,10	-3 640,02
Ministère des Forces Armées	6	22 780,50	27 052,13	15 225,50	56%	15 225,50	15 225,50	15 225,50	0,00
Ministère des Forces Armées	7	150,00	150,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	3	17 634,11	17 553,23	13 250,53	75%	12 922,31	12 339,28	11 861,82	-477,46
Ministère de l'Intérieur	4	16 049,33	17 648,33	15 299,32	87%	15 299,32	15 299,32	14 643,21	-656,11
Ministère de l'Intérieur	5	3 185,50	5 299,91	4 216,65	80%	3 910,21	3 486,75	3 212,00	-274,76
Ministère de l'Intérieur	6	21 680,54	18 247,54	16 617,79	91%	16 617,79	16 617,79	16 617,79	0,00
Ministère de l'Intérieur	7	200,00	200,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère de la Justice	3	8 203,42	8 814,97	6 144,87	70%	5 341,53	4 583,36	4 297,71	-285,65
Ministère de la Justice	4	2 629,76	3 271,36	2 221,30	68%	2 221,30	2 221,30	2 221,30	0,00
Ministère de la Justice	5	3 500,00	4 516,79	1 935,05	43%	1 524,19	1 484,16	1 449,49	-34,67
Ministère de la Justice	6	1 150,00	950,00	200,00	21%	200,00	200,00	200,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	3	1 504,36	1 504,36	802,88	53%	772,07	746,69	663,48	-83,21
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	4	35,00	85,00	50,00	59%	50,00	50,00	50,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	5	500,00	250,00	52,16	21%	52,16	34,66	29,76	-4,90
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	6	0,00	500,00	250,00	50%	250,00	250,00	250,00	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	3	509,26	73,53	73,53	100%	73,53	73,53	73,53	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	4	1 000,00	500,00	500,00	100%	500,00	500,00	500,00	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Œuvre	5	245,00	49,66	49,66	100%	49,66	49,27	49,27	0,00

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	6	5 004,55	844,00	844,00	100%	844,00	844,00	844,00	0,00
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	3	1 103,17	1 073,17	820,40	76%	725,90	687,42	582,18	-105,24
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	4	996,60	1 196,60	386,60	32%	386,60	386,60	381,21	-5,39
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	5	290,60	290,60	240,82	83%	240,82	240,82	240,82	0,00
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	3	1 146,69	173,37	173,37	100%	173,37	173,37	173,37	0,00
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	5	226,15	32,97	32,97	100%	32,97	32,97	32,97	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3	612,76	642,28	528,42	82%	483,65	425,52	403,79	-21,73
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	4	7 275,64	6 435,64	5 191,75	81%	5 191,75	5 190,65	5 190,23	-0,43
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5	1 925,00	1 455,03	845,89	58%	701,05	561,80	511,89	-49,90
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6	7 004,49	8 459,90	7 165,90	85%	7 165,90	7 165,90	7 165,90	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	7	1 000,00	1 300,00	612,51	47%	477,85	460,18	397,53	-62,66
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	3	293,18	393,18	260,60	66%	227,02	223,96	191,94	-32,02
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	4	8 870,00	7 820,00	6 150,00	79%	6 150,00	6 150,00	6 150,00	0,00
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	5	550,00	432,88	165,41	38%	114,97	104,51	104,51	0,00
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	6	119 908,50	134 429,00	87 092,33	65%	87 092,33	87 092,33	87 092,33	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	3	1 414,03	1 404,65	921,08	66%	846,15	760,38	738,44	-21,94
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	4	34 437,15	33 792,15	30 601,76	91%	30 601,76	30 601,76	30 117,51	-484,25
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	5	2 417,30	1 862,90	965,91	52%	951,10	772,31	718,55	-53,76
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	6	33 336,50	61 550,88	56 079,16	91%	56 079,16	56 079,16	56 061,16	-18,00
Ministère des Finances et du Budget	3	11 105,11	12 540,87	7 835,47	62%	7 151,72	6 635,22	5 819,68	-815,54
Ministère des Finances et du Budget	4	9 716,93	28 913,12	23 662,21	82%	23 662,21	23 662,21	23 662,21	0,00
Ministère des Finances et du Budget	5	11 849,10	13 673,93	7 873,16	58%	7 075,96	6 202,19	5 542,87	-659,32
Ministère des Finances et du Budget	6	57 058,22	44 624,16	41 439,76	93%	41 439,76	41 108,54	41 108,54	0,00
Ministère des Finances et du Budget	7	132 300,00	133 800,00	309,28	0%	309,28	308,78	308,73	-0,05
Ministère du Pétrole et des Energies	3	481,62	481,62	377,65	78%	356,72	310,68	263,02	-47,66
Ministère du Pétrole et des Energies	4	33 788,92	11 528,92	10 144,56	88%	10 144,56	9 951,67	9 951,67	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	5	42,50	410,66	195,90	48%	108,43	89,61	85,51	-4,10
Ministère du Pétrole et des Energies	6	12 728,00	27 502,26	11 181,76	41%	11 181,76	11 181,76	11 181,76	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	3	345,77	391,77	304,94	78%	269,23	251,14	245,45	-5,70
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	4	3 257,63	3 577,63	2 217,20	62%	2 217,20	2 201,60	2 201,60	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	5	203,27	202,27	115,11	57%	112,11	48,13	35,13	-13,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	6	478,70	766,20	377,59	49%	377,59	377,59	377,59	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	3	471,00	665,00	394,22	59%	362,02	305,65	284,99	-20,65
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	4	16 929,00	24 339,00	23 766,61	98%	23 766,61	23 766,61	23 766,61	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	5	755,00	570,00	359,81	63%	194,87	116,18	116,18	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	6	25 822,63	14 474,82	8 002,68	55%	8 002,68	7 702,68	7 702,68	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	3	146,33	146,33	134,20	92%	70,42	49,77	42,27	-7,50
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	4	1 703,38	1 703,38	1 187,50	70%	1 187,50	1 056,22	1 056,22	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	5	100,00	25,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	6	2 663,00	2 419,00	2 075,00	86%	2 075,00	2 075,00	2 075,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	3	477,21	516,74	386,82	75%	301,92	283,72	239,49	-44,24
Ministère du Tourisme et des transports aériens	4	3 017,50	6 920,00	3 674,92	53%	3 674,92	3 569,29	3 569,29	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	5	61,50	165,83	67,53	41%	62,53	49,36	41,90	-7,46

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère du Tourisme et des transports aériens	6	3 733,50	4 520,10	2 273,88	50%	2 273,88	2 198,88	2 198,88	0,00
Ministère de l'Education Nationale	3	63 390,00	66 460,00	56 376,12	85%	52 390,71	50 738,55	46 744,67	-3 993,88
Ministère de l'Education Nationale	4	7 942,97	7 892,97	1 339,56	17%	1 339,56	1 339,56	1 334,56	-5,00
Ministère de l'Education Nationale	5	5 233,00	4 979,19	2 524,53	51%	2 371,95	2 340,78	1 706,70	-634,08
Ministère de l'Education Nationale	6	3 350,33	3 950,33	2 075,08	53%	2 075,08	2 075,08	2 075,08	0,00
Ministère des Sports	3	4 472,27	6 339,10	2 153,70	34%	2 103,74	2 068,42	2 018,44	-49,99
Ministère des Sports	4	1 040,13	2 482,13	2 481,69	100%	2 481,69	2 481,69	2 481,69	0,00
Ministère des Sports	5	2 950,00	1 742,13	773,03	44%	60,30	53,78	46,28	-7,50
Ministère des Sports	6	1 200,00	1 375,00	850,00	62%	850,00	850,00	850,00	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	3	534,40	698,95	604,04	86%	546,87	451,02	423,79	-27,22
Ministère de la Culture et de la Communication	4	6 648,57	12 502,92	9 803,47	78%	9 803,47	9 728,47	9 728,47	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	5	355,00	333,48	324,91	97%	244,84	217,63	198,37	-19,26
Ministère de la Culture et de la Communication	6	5 400,00	5 026,27	4 647,02	92%	4 647,02	4 397,02	4 384,18	-12,84
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	14 344,51	16 468,51	12 583,26	76%	12 180,81	10 844,00	10 383,10	-460,90
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	53 446,65	35 121,65	22 318,18	64%	22 318,18	22 297,70	22 296,65	-1,05
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	9 546,53	7 758,67	4 309,70	56%	3 524,10	3 350,66	3 028,83	-321,82
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	6 118,84	5 768,84	4 113,67	71%	4 113,67	3 258,67	2 753,67	-505,00
Ministère de la Jeunesse	3	622,34	626,34	486,90	78%	410,28	383,16	344,86	-38,30
Ministère de la Jeunesse	4	1 079,67	1 279,67	1 209,67	95%	1 209,67	1 209,67	1 209,67	0,00
Ministère de la Jeunesse	5	335,11	248,11	76,40	31%	76,40	71,85	69,17	-2,68
Ministère de la Jeunesse	6	1 000,00	5 023,75	1 481,27	29%	1 481,27	1 431,27	1 431,27	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	4 030,08	4 205,58	3 570,15	85%	3 383,15	3 256,15	3 013,93	-242,22
Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	1 131,39	1 231,39	864,98	70%	864,98	864,98	814,98	-50,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	1 958,25	2 046,10	1 528,46	75%	1 519,07	1 433,02	1 379,47	-53,55
Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	591,85	841,85	548,18	65%	548,18	548,18	548,18	0,00
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	3	969,36	1 080,10	474,24	44%	422,92	403,20	380,02	-23,19
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	4	477,50	1 843,22	921,43	50%	921,43	921,43	921,43	0,00
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	5	1 492,25	1 514,87	827,27	55%	793,48	733,75	654,09	-79,65
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	6	584,50	1 792,91	855,36	48%	855,36	855,36	855,36	0,00
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	3	7 209,64	7 267,88	4 664,56	64%	4 405,36	4 317,05	3 988,15	-328,89
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	4	2 176,66	2 977,84	2 717,62	91%	2 717,62	2 717,62	2 697,21	-20,41
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	5	2 043,73	1 933,10	1 134,93	59%	738,38	677,98	551,15	-126,83
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	6	2 367,50	2 432,50	1 140,00	47%	1 140,00	1 140,00	1 140,00	0,00
Charges non Réparties	3	86 780,53	58 715,37	139 419,15	237%	137 966,98	137 778,16	137 221,34	-556,82
Charges non Réparties	4	46 100,00	52 515,00	45 190,66	86%	45 190,66	45 190,66	45 174,65	-16,01
Charges non Réparties	5	15 000,00	189,40	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges non Réparties	6	68 450,00	93 005,97	87 790,97	94%	87 790,97	87 790,97	87 790,97	0,00
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	3	0,00	1 100,53	638,80	58%	552,78	525,36	286,55	-238,81
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	4	0,00	3 839,36	2 283,53	59%	2 283,53	2 283,53	2 283,53	0,00
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	5	0,00	1 338,24	594,83	44%	558,34	554,78	423,25	-131,53
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	6	0,00	2 269,50	100,00	4%	100,00	100,00	100,00	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	1 067,20	1 067,20	425,26	40%	371,61	292,54	281,52	-11,02
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	4	529,14	466,14	399,14	86%	399,14	399,14	399,14	0,00

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	5	1 927,74	1 952,98	1 132,48	58%	789,76	715,49	653,13	-62,36
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6	2 695,46	3 706,61	2 891,53	78%	2 891,53	2 891,53	2 091,53	-800,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	3	357,00	757,82	686,73	91%	606,39	241,24	216,90	-24,34
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	4	20 282,37	7 270,35	4 339,10	60%	4 339,10	4 339,10	4 339,10	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	5	221,89	239,89	175,58	73%	120,70	110,70	92,57	-18,13
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	6	1 680,52	1 457,60	426,90	29%	426,90	426,90	426,90	0,00
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	3	870,00	970,00	764,06	79%	612,10	557,66	557,66	0,00
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	5	840,25	840,25	512,74	61%	474,03	421,19	419,46	-1,73
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	6	278,70	208,70	208,70	100%	208,70	208,70	208,70	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	3	362,00	362,00	189,97	52%	169,04	142,22	126,87	-15,35
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	4	52 708,20	39 363,20	34 623,21	88%	34 623,21	34 524,01	34 504,01	-20,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	5	533,00	421,00	254,88	61%	218,98	158,06	144,32	-13,74
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	6	34 278,83	37 948,08	32 211,64	85%	32 211,64	32 211,64	32 211,64	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	3	423,60	437,98	298,93	68%	284,17	275,92	256,50	-19,42
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	4	5 163,43	5 663,43	2 490,00	44%	2 490,00	2 490,00	2 490,00	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	5	764,21	764,21	342,74	45%	290,79	264,63	245,22	-19,41
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	6	19 567,99	19 715,26	13 228,06	67%	13 228,06	12 978,06	12 114,06	-864,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	3	323,00	224,35	224,35	100%	224,35	224,35	224,35	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	4	4 670,00	917,50	917,50	100%	917,50	917,50	917,50	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	5	300,00	186,67	135,05	72%	135,05	133,05	133,05	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	6	3 466,60	229,00	229,00	100%	229,00	229,00	229,00	0,00
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	3	3 676,99	3 946,99	2 345,00	59%	1 028,32	737,41	724,31	-13,10
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	4	153 896,53	164 220,19	142 032,01	86%	142 032,01	141 942,01	141 761,59	-180,42
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	5	4 084,01	3 671,62	738,38	20%	652,76	392,04	392,04	0,00
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	6	26 419,75	21 557,75	18 095,75	84%	18 095,75	18 095,75	18 095,75	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	3	1 150,86	311,48	240,23	77%	240,23	240,23	240,23	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	4	1 729,72	464,00	464,00	100%	464,00	450,00	450,00	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	5	257,90	77,69	77,69	100%	77,69	76,98	76,98	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	6	845,10	125,00	125,00	100%	125,00	125,00	125,00	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	3	260,98	112,36	95,35	85%	93,85	92,35	92,35	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	4	7 087,75	1 092,06	1 092,06	100%	1 092,06	1 092,06	1 092,06	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	5	55,90	13,25	13,25	100%	13,25	7,50	7,50	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	6	2 016,60	1 539,50	1 539,50	100%	1 539,50	1 539,50	1 539,50	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	3	243,64	243,64	206,48	85%	204,47	190,84	190,34	-0,50
Ministère des Mines et de la Géologie	4	576,29	996,29	286,63	29%	286,63	286,63	286,63	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	5	388,00	363,00	302,39	83%	299,29	297,79	297,79	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	6	247,00	337,00	313,50	93%	313,50	313,50	313,50	0,00
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	3	0,00	558,01	226,56	41%	136,78	89,21	83,45	-5,76
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	4	0,00	20 495,00	7 450,00	36%	7 450,00	7 450,00	7 450,00	0,00
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	5	0,00	15,90	6,53	41%	6,53	5,98	4,24	-1,73
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	6	0,00	30 795,00	21 375,00	69%	21 375,00	21 375,00	21 375,00	0,00
Total		1 674 330,00	1 773 555,70	1 323 172,94	75%	1 283 105,22	1 266 759,19	1 246 478,15	-20 281,05

Annexe 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section à la fin du mois de septembre 2019

